



La nouvelle géopolitique de la gouvernance climatique : partager le leadership pour une ambition renforcée

Une déclaration de *think tanks*

Conclusions de l'atelier « Géopolitique de l'augmentation de l'ambition climatique », co-organisé par le Real Instituto Elcano (RIE) et l'Iddri, et qui s'est tenu le 11 décembre 2019 au Real Instituto Elcano à Madrid dans le cadre de la COP 25 de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques. L'atelier a rassemblé des chercheurs-experts du RIE (Madrid), de l'Iddri (Paris), du SEI (Stockholm), de l'ODI (Londres), du Grantham Research Institute on Climate Change and the Environment de la LSE (Londres), de la Fundacion Torcuato Di Tella (Buenos Aires), de Transforma (Bogota), de E3G (Europe) et de South Centre (pays en développement, basé à Genève).

Plusieurs groupes de réflexion sur les politiques internationales et le climat basés en Europe, en Amérique latine, en Chine et en Afrique se sont réunis pour identifier les conditions stratégiques les plus importantes pour accroître l'ambition climatique dans un contexte géopolitique conflictuel. Leurs principales conclusions et propositions en vue du renforcement de l'ambition sont présentées ci-dessous.

Le changement climatique au cœur des perturbations géopolitiques

1. Le changement climatique façonne aujourd'hui la géopolitique plus qu'il n'en subit l'influence, en raison de ses impacts sur nos économies, mais aussi des transformations économiques globales nécessaires pour accroître rapidement l'ambition climatique. Le rythme et l'ampleur des transformations qui permettront l'avènement d'un monde neutre en carbone exigeront des changements profonds et rapides, qui affecteront les relations entre les différents blocs économiques régionaux, mais aussi la transformation structurelle des économies au sein de ces blocs et leurs conséquences sociales.

2. L'urgence climatique est clairement géopolitique, comme l'illustrent deux enjeux majeurs, la déforestation et l'approvisionnement en combustibles fossiles. S'ils ne sont pas maîtrisés, leurs conséquences pour le climat seront si importantes qu'elles s'accompagneront de risques géopolitiques majeurs : en réduisant la marge de manœuvre, ces deux enjeux obligeront à réaliser des réductions d'émissions plus importantes et plus rapides ; les impacts du changement climatique seront également plus marqués, plaçant au premier plan la sécurité humaine et écologique. Ces deux enjeux sont en outre au

cœur des revendications de souveraineté des gouvernements et des conflits liés à la raréfaction des ressources.

3. Les perturbations géopolitiques vont au-delà du climat et sont structurelles, et ne dépendent pas uniquement de certains leaders qui retiennent l'attention : **augmentation des inégalités, fragmentation et polarisation entre les pays et blocs régionaux, affaiblissement du système multilatéral**. Tout cela pourrait se traduire par un scénario de rivalités et de conflits entre nations, négligeant les avantages de la coopération.

4. Il est crucial de ménager un véritable espace politique pour la coopération, tout en reconnaissant la concurrence, les divergences et les désaccords entre les pays. La transformation de nos économies, qui permettra d'accroître l'ambition climatique et de s'adapter aux risques climatiques, entraînera une concurrence entre les pays, mais elle doit également faire l'objet de négociations communes. La résilience aux chocs climatiques, par exemple dans notre système alimentaire mondialisé, nécessite une coopération en faveur d'un système ouvert fondé sur des règles. La mise en avant des avantages de la coopération pourrait aider à contrebalancer un narratif de conflit et de jeu à somme nulle qui affaiblit l'ambition. L'analyse approfondie, la sensibilisation et la diffusion des résultats pourraient encourager la coopération.

5. Au sein des pays, il existe une demande citoyenne croissante de justice sociale et de protection de l'environnement. Un nouveau contrat social et un nouveau mandat d'agir se dessinent clairement. Les mobilisations sociales autour de ces demandes, plus convergentes que concurrentes, **exigent aussi une coopération transfrontalière accrue**.

6. La rapidité des évolutions technologiques, économiques, sociales et environnementales dans tous les pays entraîne également une **demande politique pour plus de sécurité et de protection**, ainsi que pour davantage de souveraineté sur l'avenir des populations. Cette exigence de sécurité ne doit pas conduire à la sécurisation, à la fermeture des frontières et à l'ancrage dans des sentiers de dépendance vis-à-vis d'économies intensives en carbone : la coopération entre les pays est mieux à même d'assurer la protection et la résilience aux chocs et aux changements, même si certains pays où l'action climatique se met difficilement en place s'appuient sur des stratégies de sécurisation. Les approches de sécurité humaine et de sécurité écologique sont plus favorables à la sécurité et au bien-être social sur le long terme, en s'attaquant aux causes fondamentales du changement climatique. En partant de ce narratif, une analyse scientifique approfondie des trajectoires indirectes reliant climat et conséquences sociales (par exemple les migrations et les conflits) pourrait aider à contrebalancer la sécurisation du changement climatique.

Les nécessaires évolutions des interactions géopolitiques entre pays pour accroître l'ambition climatique

Échanges commerciaux et investissements

7. Il est essentiel de **coopérer en faveur d'un système commercial réglementé efficace, et d'éviter les escalades en guerres commerciales**, afin d'anticiper et de gérer les perturbations causées par les répercussions des changements climatiques et par la transformation vers un modèle de développement sobre en carbone, qui entraînera une instabilité en matière de commerce. La coopération commerciale peut aider à assurer la diffusion des technologies zéro carbone clés et à limiter les dépendances de sentier vis-à-vis des technologies actuelles à fortes émissions.

8. Nous devons aller au-delà d'un langage commun de régimes climatiques et commerciaux complémentaires et **porter nos efforts sur les conditions nécessaires à un système fondé sur les règles pour accroître l'ambition climatique des pays exportateurs et importateurs** :

- garantir que les règles soient appliquées, en particulier sur les questions environnementales et sociales ;
- assurer la transparence des données et des informations commerciales ;
- veiller à ce que les échanges commerciaux soient compatibles avec des objectifs climatiques nationaux ambitieux ;
- bien tenir compte de l'épuisement du capital naturel comme fondement de la croissance économique dans nos comptabilités nationales. Il est essentiel de mesurer la durabilité et il existe pour cela des indicateurs économiques, comme l'épargne véritable (*genuine savings*), pouvant être utilisés par les gouvernements pour se comparer les uns aux autres pour une meilleure mesure du bien-être.

9. La stabilité financière est un bien mondial. De **nombreuses initiatives visent à aligner les normes du secteur financier et la réglementation financière sur les objectifs climatiques**. Les initiatives actuelles de taxonomie verte en Chine et dans l'UE progressent et pourraient aboutir à une forme d'harmonisation, les institutions financières de développement élaborent des principes écologiques, la Task Force on Climate-Related Financial Disclosures (TCFD) envoie des signaux clairs au secteur financier privé ; toutefois, des rapports récents sur l'intensité carbone encore très élevée des portefeuilles des banques commerciales

partout dans le monde, ainsi que des investissements réalisés dans le cadre des Nouvelles Routes de la Soie, montrent qu'un **changement radical s'impose**. Il convient en particulier d'améliorer l'accès aux capitaux pour les plus vulnérables, d'appliquer les normes et de renforcer les capacités des pays bénéficiaires à élaborer des normes et des politiques publiques.

10. Entre la Chine et l'UE, les tensions liées aux technologies et à la propriété intellectuelle ou encore aux investissements ne peuvent être ignorées : **la Chine et l'UE sont à la fois partenaires et concurrents, et doivent donc montrer l'exemple d'une coopération solidaire en matière d'échanges commerciaux et de finance durable**, afin d'instaurer dans ces deux domaines de négociation un dialogue où des normes de plus en plus ambitieuses soutiennent la transformation des économies vers la réalisation des objectifs climatiques. **Ce dialogue doit également inclure les autres partenaires commerciaux et régions où la Chine et l'UE investissent conjointement, comme l'Inde, l'Amérique latine ou l'Afrique, ainsi que les États-Unis si possible**. L'invitation des ministres du Commerce aux discussions sur le climat à l'occasion des COP pourrait s'avérer utile pour progresser dans ce sens.

Un leadership axé sur la coopération : reconnaître le pouvoir, mais aussi les règles et les personnes

11. Le renforcement de l'ambition manque actuellement de leadership politique mondial. L'UE et la Chine font actuellement l'objet d'un grand intérêt et cristallisent de nombreux espoirs : s'ils venaient à manquer d'ambition en matière d'objectifs climatiques, alors l'intégralité de l'Accord de Paris pourrait perdre sa crédibilité. La présentation et le classement de l'ambition par pays, alliances entre pays et acteurs non étatiques pourraient être un moyen de renforcer un cercle vertueux d'ambition accrue.

12. La situation géopolitique, en **l'absence de leadership d'une puissance unique ou même d'un groupe de deux pays importants, comme le G2 entre les États-Unis et la Chine** avant la COP21, appelle à un **nouveau type de leadership politique dans un contexte géopolitique renouvelé. La Chine et l'UE ne doivent pas viser à remplacer le G2, mais peuvent ouvrir la voie vers un leadership mieux réparti**. Un tel leadership s'appuierait sur :

- un cadre de collaboration n'ignorant pas les tensions et les problèmes de concurrence, mais mettant l'accent sur la coopération en matière de réglementation et de durabilité ;
- un leadership reposant sur la taille et la puissance des marchés de ces deux blocs économiques, mais sans exclure les nombreux autres pays champions de l'ambition climatique ces dernières années ;
- un leadership partagé s'appuyant aussi sur des alliances et des partenariats, et notamment des cadres de coopération régionale, comme par exemple : l'accord d'Escazu en Amérique latine, qui fournit actuellement l'espace politique permettant de mettre justice sociale et ambition climatique à l'ordre du jour des pays de la région, ou encore des alliances de coopération plus technique comme le Réseau ibéro-américain des bureaux chargés de la question des changements climatiques (Red Iberoamericana de Oficinas de Cambio Climático, RIOCC).

13. La proposition de l'Espagne d'accueillir la COP 25 tout en respectant le leadership du Chili pour la présidence de la COP est un message politique fort de solidarité et de coopération, et constitue un bon exemple de leadership axé sur la coopération dont nous avons besoin.